

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61012

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

grundsätzliche Frage, inwiefern in einem totalitären, irrationalen Herrschaftssystem überhaupt aufgeklärt, rationale Wissenschaft betrieben werden kann.

Daniel GERSON, Zürich

Wolfgang AYASS, »Asoziale« im Nationalsozialismus, Stuttgart (Klett-Cotta) 1995, 335 p.

L'ouvrage, fruit d'une recherche poursuivie dans le cadre du groupe de travail interdisciplinaire sur le national-socialisme de l'Université de Kassel, survient à point nommé. Le concept »d'asocialité« ne fut en effet jamais clairement défini par les contemporains, ni sous le régime de Weimar ni sous le III<sup>e</sup> Reich. Les »asociaux« constituaient en fait la frontière négative de la communauté populaire nationale-socialiste. De surcroît, après 1945, les associations de victimes du nazisme écartèrent systématiquement de leurs rangs les »asociaux« et les »criminels professionnels«, et les pouvoirs publics les considérèrent comme indignes de percevoir des indemnités. Réfractaires au travail, mendiants et vagabonds, alcooliques, toxicomanes, petits délinquants, prostituées et autres marginaux figuraient donc parmi les oubliés de l'histoire, d'autant plus qu'aucune organisation et aucune personnalité éminente n'avaient jamais plaidé leur cause.

L'histoire des asociaux sous le national-socialisme se divise en deux périodes distinctes. La première s'étend de la »prise du pouvoir« jusqu'au début de l'année 1938. En fait, dès avant l'accession de Hitler à la Chancellerie, la discussion sur »l'asocialité« s'était prolongée tout au long de la République de Weimar, sans se laisser d'ailleurs ordonner selon le schéma droite/gauche: les partisans de l'internement des asociaux, principalement des vagabonds et des prostituées, se retrouvaient dans tous les camps. Mais la crise économique avait brouillé la distinction entre les chômeurs et le volant incompressible des réfractaires au travail. L'armée des sans-logis et des chômeurs réduits à la mendicité posait depuis le début des années 1930 un problème de premier ordre aux pouvoirs publics. La rafle des mendiants de septembre 1933, organisée à l'initiative des services des ministères de la Propagande et de l'Intérieur, tenta d'y remédier. Pour essayer de s'attirer les bonnes grâces du nouveau régime, les organisations caritatives allemandes, la Croix Rouge et les organisations d'assistance communale acceptèrent de se mobiliser dans le combat contre les asociaux. Ceux-ci furent alors placés dans des maisons de correction, puis, à partir de 1934, dans des camps pour asociaux, véritables antichambres des camps de concentration, dans le cadre d'une »assistance fermée«. Quant aux familles nombreuses, condamnées par les théoriciens de l'hygiène raciale qui ne voulaient pas d'enfants à n'importe quel prix, elles se trouvèrent menacées d'une élimination au nom de l'hygiène raciale ou d'une sévère mise au pas dans le cadre d'une politique d'assistance. Rapidement des faibles d'esprit et des malades héréditaires furent stérilisés de force. A partir de 1937, les spécialistes débattirent d'ailleurs de l'extension de la stérilisation forcée à l'ensemble des asociaux.

L'action »Arbeitsscheu Reich« 1938 constitua un tournant décisif dans la politique de répression contre les asociaux. L'action de la Gestapo, en avril 1938, visa avant tout des personnes sédentarisées; en juin, la Kripo prit le relais de la Gestapo en s'attaquant aux sans-logis: les halls de gare, les asiles de nuit, les établissements des assistés sociaux furent passés au peigne fin. Selon les directives de Heydrich du 1<sup>er</sup> juin 1938, deux cents personnes aptes au travail devaient être arrêtées dans chaque district de la Kripo. Jamais jusqu'alors une telle agression n'avait été commise contre les couches du sous-prolétariat: en quelques semaines, quelque dix mille asociaux furent internés. L'action constitua, de la part de la Kripo et de la Gestapo, un désaveu de la bureaucratie ministérielle en charge jusqu'alors de la répression. Les personnes raflées en 1938 furent internées non plus dans des établissements communaux et des maisons de travail provinciales, mais dans des camps de concentration: dans les KL de Buchenwald, de Dachau et de Sachsenhausen tout d'abord, puis de Mauthausen et de

Flossenbürg ouverts à la même époque. Mais le lien entre l'action contre les asociaux et les premières initiatives prises par les SS en matière économique doit également être souligné: la «Société des Terres et Pierres Allemandes», la DEST, fut fondée le 29 avril 1938. A la suite de l'afflux de détenus asociaux aptes au travail, les KL devaient devenir des lieux de production. Mais l'influence des asociaux sur les sociétés concentrationnaires devait rester faible, par suite de leur incapacité à trouver des formes d'organisation comparables à celles des *Schutzhaftlinge*.

L'action «*Arbeitsscheu Reich*» 1938 ne mit cependant pas un terme à la répression. Au début de la guerre, de nouvelles formes «d'asocialité» furent définies, en particulier la délinquance et la prostitution. Quant à la persécution des Sinti et des Roma, elle présenta un caractère à la fois social et racial. Les premières arrestations se déroulèrent lors de l'action «*Arbeitsscheu Reich*». En mai 1940, des familles entières furent déportées. Un camp de Tziganes resta ouvert pendant dix-sept mois à l'intérieur du complexe d'Auschwitz: au total, vingt mille des vingt-trois mille détenus périrent. A la différence des autres catégories d'asociaux, les Tziganes n'eurent donc aucune chance d'être réintégrés à la société. A partir de 1939, le projet d'une loi pour les étrangers à la communauté nationale naquit d'une initiative du chef de l'association bavaroise pour le service des émigrants. En août 1943, les travaux préparatoires étaient achevés mais Hitler refusa de ratifier cette loi. En fait, le principe de cette loi était devenu anachronique: les groupes de personnes visées étaient internés depuis longtemps.

Michel FABRÉGUET, Paris

Albert FISCHER, Hjalmar Schacht und Deutschlands »Judenfrage«. Der »Wirtschaftsdiktator und die Vertreibung der Juden aus der deutschen Wirtschaft, Köln, Wien (Böhlau) 1995, 252 p. (Wirtschafts- und sozialhistorische Studien, 2).

Cet ouvrage a ceci de surprenant que seule la deuxième moitié est consacrée au sujet qu'annonce son titre. L'étude de la question juive en Allemagne ne paraissant pas a priori indispensable pour analyser si Schacht a participé à la politique antijuive du national-socialisme et de quelle façon, d'autant qu'il paraît présomptueux de vouloir, en trente pages, faire le tour de la »question juive« en Allemagne<sup>1</sup>.

En revanche, dès qu'on aborde le cœur de l'ouvrage: le comportement de Schacht vis-à-vis des Juifs, on ne peut qu'admirer l'ampleur des sources utilisées (attestée par un millier de notes), la rigueur de la démonstration, l'accumulation de preuves qui emportent la conviction.

Tout au long de sa carrière Schacht a fait passer ses ambitions avant ses convictions, au demeurant assez peu assurées. De 1918 à 1929, il se fait un nom en tant que membre du parti démocrate allemand, qui compte nombre de Juifs dans sa direction et met la lutte contre l'antisémitisme à son programme; c'est l'appartenance à ce parti de centre gauche qui lui vaut d'être nommé à la tête de la Reichsbank en décembre 1923. En 1928-29, Schacht change de camp, combat le plan Young, rencontre Hitler en janvier 1931 et dès lors s'emploie efficacement à faciliter l'arrivée au pouvoir du NSDAP. En récompense, Schacht retrouve dès le 17 mars 1933 la présidence de la Reichsbank dont il avait dû démissionner en 1930, et, un an plus tard, il remplace Kurt Schmitt à la tête du ministère de l'Economie.

1 Le lecteur sera sans doute surpris de lire que la surreprésentation des Juifs dans certains secteurs de l'activité économique et culturelle – même si cette argumentation a été souvent utilisée – serait à l'origine du développement de l'antisémitisme dans l'Allemagne wilhelminienne. Sinon comment expliquer la persistance d'un antisémitisme virulent dans des pays actuellement sans Juifs (Pologne, Autriche). L'auteur est plus convaincant quand il analyse les théories d'un Dühring ou d'un Treitschke qui ont préparé le terrain au racisme hitlérien.